

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 21/06/2018 au 27/06/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

L'économiste désigné par Andrés Manuel López Obrador en cas de victoire aux élections présidentielles, Jesús Seade, espère parvenir à une conclusion des négociations de l'ALENA d'ici deux mois. Ce dernier a par ailleurs été adjoint du 1^{er} Directeur Général de l'Organisation Internationale du Commerce, négociateur pour le compte du Mexique lors la création de l'Organisation et ex-haut fonctionnaire du FMI. Il a déclaré que la potentielle nouvelle équipe mexicaine chargée des négociations saluait les avancées réalisées par l'ancienne équipe et adopterait les mêmes prises de position. A titre d'exemple, Seade a affirmé que la proposition étasunienne d'augmenter les salaires mexicains dans l'industrie automobile à 16 USD/heure n'était pas envisageable et entraînerait des distorsions pour l'économie et le marché du travail mexicains.

Les analystes prévoient que la taxe sur les importations d'acier et d'aluminium mise en place par les Etats-Unis pourrait avoir des conséquences sur l'inflation mexicaine d'ici 6 mois. Jusqu'à présent, la hausse des prix n'a eu que des conséquences minimales sur l'économie mexicaine et les entreprises ont absorbé les surcoûts. Cependant, si ces taxes venaient à s'étendre sur plus de six mois, les entreprises mexicaines se verraient obligées d'augmenter le prix de leurs produits, ce qui se répercutera directement sur le consommateur.

Malgré l'incertitude sur l'ALENA, les constructeurs automobiles américains continuent de vouloir investir au Mexique. "Nous restons déterminés à investir et à créer des emplois au Mexique ", a déclaré le porte-parole des États-Unis pour l'automobile, Pat Morrissey, qui a insisté sur le fait que la décision a été prise il y a des années. General Motors Company a réitéré son engagement d'assembler un nouveau SUV (Chevrolet Blazer) dans son usine de Ramos Arizpe dans l'Etat de Coahuila au Nord du Mexique et ce malgré les pressions du Président américain Donald Trump.

Economie

En cas d'élection d'Andrés Manuel López Obrador, ni la devise mexicaine, ni les marchés financiers mexicains ne devraient être trop affectés, selon la Banque Centrale du Mexique et plusieurs des plus grandes banques commerciales du pays (entre autres : BBVA Bancomer, Banorte, Citibanamex, Banco Base, Santander México et Barclays). Ce sont davantage les premiers signes envoyés par AMLO après son éventuelle élection qui pourraient être en mesure de perturber significativement les marchés financiers à court et moyen termes. Ces derniers restent volatiles en raison des risques exogènes liés à la négociation de l'ALENA et pourraient réagir abruptement à des signes négatifs envoyés par le Président élu (quel qu'il soit) dans les jours suivant son élection.

Après une croissance interannuelle de 2,4% au 1^{er} trimestre, en avril, l'activité économique mexicaine a reculé de 0,6% (en série désaisonnalisée) par rapport au mois précédent. Les activités primaires ont connu la plus forte chute avec un recul de 1,7% (g.m.) tandis que les activités secondaires et tertiaires ont respectivement diminué de 0,4% (g.m.) et 0,5% (g.m.). L'activité économique mexicaine a toutefois augmenté de 1,4% en avril par rapport à la même période de 2017.

Durant le mois de mai 2018, seule 3,2% de la population active était au chômage (Inegi). Le taux de chômage a baissé de 0,3 points par rapport au mois de mai de l'année précédente. Le taux d'informalité a, quant à lui, atteint 56,9% de la population occupée, soit 0,2 points de plus qu'en mai 2017.

En mai, le Mexique a affiché un déficit commercial de 1,6 Mds USD, ce qui représente une augmentation de 32% par rapport à la même période l'année dernière (Inegi). Durant ce mois de mai, les exportations mexicaines ont atteint 39,2 Mds USD (+10,9% g.a.) et les importations 40,8 Mds USD (+11,5% g.a.). La hausse des importations est principalement due à l'augmentation des importations pétrolières de 51,3% (g.a.).

*Taux de change au 27 juin 2018 : 1 USD = 20,06 MXN

Au cours de la première moitié de juin, bien que l'inflation ait poursuivi sa tendance à la baisse, elle a ralenti à mesure que les prix de l'énergie ont continué d'augmenter (Inegi). Sur cette période, l'inflation s'est élevée à 4,54%, contre 4,55% durant la seconde moitié du mois de mai. Il convient de noter qu'au cours de la même période de l'année dernière, l'inflation était de 6,3%. Bien que les chiffres soient moins élevés qu'il y a un an, l'inflation demeure supérieure à la fourchette cible de 3% +/- 1% de la Banque du Mexique.

Selon la Banque Centrale mexicaine, le Mexique a enregistré entre janvier et avril 2018 une augmentation de 10,2% (g.a.) du nombre de touristes étrangers, soit 13,9 millions de personnes.

Les ventes au détail se sont de nouveau affaiblies en avril, enregistrant une croissance de 1% (taux annuel désaisonnalisé), soit un ralentissement de 2,3 points de pourcentage par rapport au mois de mars (Inegi). Cette baisse est majoritairement due au ralentissement des ventes dans le secteur automobile. En avril, l'association mexicaine des concessionnaires automobiles a enregistré une baisse de 4,6 % (g.m.) de la commercialisation des véhicules neufs. Les ventes d'épicerie, de boisson, de glace et de tabac, ont également subi une baisse de 0,3% (g.m.). Selon une analyse du Grupo Financiero Invex, la baisse des ventes au détail corroborent avec les prévisions d'un ralentissement progressif des échanges commerciaux, en raison de la hausse des coûts de la dette et de l'inflation élevée.

Citibanamex estime qu'en mai le crédit bancaire commercial au secteur privé a augmenté à un taux annuel plus élevé que lors du mois précédent. Selon le rapport *Weekly Outlook* de l'institution financière, le financement bancaire au secteur privé au cours du cinquième mois de l'année a montré une augmentation annuelle réelle de 6,3%, supérieure à la progression de 5,9% enregistrée en avril. Il s'agirait de la deuxième hausse mensuelle consécutive en raison de l'accélération du rythme des prêts aux entreprises. Toutefois, le crédit aux ménages est demeuré pratiquement stable.

Au premier trimestre 2018, les Investissements Directs Etrangers (IDE) dans le secteur automobile ont enregistré une chute de 67% (g.a.). Ces derniers ont atteint 639,2 MUSD, soit leur niveau le plus bas depuis 2006, selon les données du Secrétariat de l'Economie. Le sous-secteur de l'assemblage de voitures et de camions a connu une baisse particulièrement importante : -70,2% (g.a.).

Finances publiques

Au cours des 4 premiers mois de l'année, le bilan du gouvernement fédéral a affiché un déficit de 91 millions de pesos (4,5 MUSD*), le plus élevé enregistré depuis 1990. Selon les chiffres enregistrés par le Ministère des Finances et du Crédit Public, le déficit de ce début d'année s'explique par des dépenses atteignant 1,4 milliard de pesos (70 MUSD*), soit une augmentation de 9 % par rapport aux quatre premiers mois de 2017, alors que ses recettes étaient de 1,3 milliard de pesos (65 MUSD*), soit une réduction de 20,1 % en termes réels et par rapport à la même période de l'année précédente.

Entreprises et grands contrats

Pemex et le Syndicat des Travailleurs du Pétrole de la République Mexicaine (STPRM) ont convenu d'une augmentation de 3,42 % du salaire ordinaire, dans le cadre de la révision salariale de 2018. Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} août 2018 jusqu'au 31 juillet 2019.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 27/06//2018
Bourse (IPC)	+0,27%	-4,49%	46 883,24
Risque pays (EMBI+Mx)	-2,30%	+8,16%	212
Taux de change USD/Peso	-1,62%	+11,5%	20,06
Taux de change Euro/Peso	-1,02%	+15,2%	23,34
Prix du baril de pétrole (USD)	+3,40%	+61,7%	66,93

*Taux de change au 27 juin 2018 : 1 USD = 20,06 MXN

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Les exportations costariciennes ont augmenté de 6% pour atteindre 4,7 Mds USD durant les 5 premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente (selon l'agence de promotion du commerce extérieur). Ces exportations ont particulièrement augmenté à destination des autres pays d'Amérique Centrale (+9% g.a.) et de l'Union Européenne (+5,8% g.a.). Malgré une hausse moins significative, les Etats-Unis continuent de constituer le 1^{er} destinataire des exportations costariciennes (43%).

L'instabilité politique au Nicaragua affecte l'économie costaricienne. Le Nicaragua est une passerelle vitale pour la distribution de produits à destination du marché centraméricain qui représente 23% des ventes en 2017, le second marché pour le pays. Des centaines de transporteurs sont restés bloqués avec des marchandises à distribuer au marché centraméricain. La Chambre de Commerce du Costa Rica estime que les coûts logistiques pourraient augmenter jusqu'à 70% face à la nécessité de recourir à d'autres voies pour distribuer les produits (transport maritime ou aérien). De plus, la crise politique pourrait mettre en péril les entreprises costariciennes présentes au Nicaragua. Les investissements costariciens dans le pays ont augmenté de 94% entre 2016 et 2017, atteignant 18,6 MUSD. A l'inverse, les investissements du Nicaragua ont baissé de 28%, à 6,3 MUSD. La crise actuelle et le ralentissement économique pourraient pousser les entreprises à transférer leurs opérations.

Fin mai, le déficit budgétaire du gouvernement central a atteint 2,6% du PIB en raison du faible dynamisme des revenus (+1,7%) alors que les dépenses totales ont augmenté de 8,1%. 48% de la hausse des dépenses du gouvernement est due à l'augmentation des intérêts de la dette. Les intérêts ont augmenté de 26,5%, cela s'explique par le dynamisme des obligations correspondant à la dette intérieure tandis que les engagements extérieurs ont réduit leur taux de croissance au cours de ces 4 dernières années. Le paiement des intérêts a donc été le poste le plus élevé en mai, suivi des transferts (+6,9%) et des rémunérations (+5,9%).

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Les difficultés de gouvernance et le manque d'investissement sont de véritables menaces pour le Guatemala. Malgré un déficit fiscal sous contrôle et une dette publique à hauteur de 24% du PIB, l'agence de notation Moody's pourrait revoir la notation souveraine du pays à la baisse, bien qu'elle maintienne jusqu'alors la note en raison des politiques monétaires et fiscales prudentes. La notation est actuellement de Ba1 mais le Guatemala est l'un des pays aux recettes fiscales les plus faibles (charge tributaire de 9,8%) et a le cinquième ratio investissements bruts/PIB le plus faible. Le scénario futur d'une augmentation de la dette due à non-amélioration des recettes fiscales pourrait entraîner une baisse de cette note.

L'entreprise franco-britannique Perenco est l'unique candidate pour opérer le système stationnaire de transport d'hydrocarbures du pays (SETH) incluant l'unique oléoduc de 425km du pays, 5 stations et le terminal d'exportation de Piedras Negras, dans le port de Santo Tomas. Si l'offre de Perenco est acceptée, la concession sera de 25 ans. L'entreprise représente à elle seule 89% de la production nationale (8008 barils/jour). En 2013, afin de relancer la production pétrolière guatémaltèque, le gouvernement a lancé un appel d'offres pour 6 nouveaux permis pétroliers d'exploration. A ce jour, seuls 2 sur 6 des permis octroyés ont reçu l'autorisation de débiter l'exploration mais aucun des travaux n'a commencé, en raison de difficultés financières des sociétés opératrices.

Le terminal portuaire APM Terminals Quetzals, situé sur la façade atlantique du pays a subi de fortes difficultés de fonctionnement. La durée de sortie d'un conteneur pouvait atteindre jusqu'à 8 jours en raison de la forte demande combinée au manque de matériel de charge et de personnel douanier. Le terminal est désormais passé à un mode de fonctionnement en continu et la situation est actuellement en train de revenir à la normale.

Le recours au crédit bancaire à la consommation ralentit au Guatemala. Après une période de croissance de 4,9% en 2017, les chiffres de 2018 sont plus modérés avec une hausse de 2,1%. Le taux d'intérêt moyen pondéré est de 13% et le taux d'intérêt d'utilisation des cartes de crédit se situe à 44,18%. On note que la consommation représente 87% du PIB, les salaires et transferts de migrants en étant la principale source.

*Taux de change au 27 juin 2018 : 1 USD = 20,06 MXN

La Banque Interamericaine de Développement (BID) doublera le portefeuille attribué au Honduras afin de récompenser son implication en termes de développement et de suivi des projets. La BID prévoit d'investir 600 MUSD pour les deux prochaines années (+88% en comparaison avec les deux années précédentes). Les projets prioritaires concernent les infrastructures routières, la transmission énergétique et la protection sociale (incluant santé et sécurité).

L'agence de notation Fitch Ratings a revu la note souveraine du Nicaragua à la baisse qui passe de B+ à B avec perspectives négatives. Cette décision reflète l'instabilité politique croissante que connaît le pays et qui a entraîné une diminution des investissements étrangers, de la croissance économique et une détérioration des perspectives concernant les finances publiques.

La violence de la crise nicaraguayenne est source de violations de propriétés et d'attaques d'installations commerciales. Récemment, la multinationale Cargill a dénoncé l'entrée forcée d'un groupe d'individus venus pour saccager l'entreprise et séquestrer plusieurs employés. Les attaquants ont également incendié un camion de marchandises. L'Union des Producteurs Agricoles du Nicaragua (UPANIC) dénonce également un grand nombre d'invasions de fermes et de terrains. On note aussi que Volaris suspendra temporairement ses opérations au Nicaragua à partir du premier juillet 2018. Si le tourisme et le secteur bancaire étaient les plus touchés jusqu'alors, l'ensemble de l'économie semble pâtir de la crise nicaraguayenne.

Sur le 1^{er} trimestre de l'année, les Investissements Directs à l'Etranger (IDE) à destination du Panama ont chuté de 17% pour n'atteindre qu'à peine plus d'1 Md USD (Cour des Comptes panaméenne). Cela s'explique par le comportement des banques privées dont le montant des bénéfices réinvestis a diminué de 65% (g.a.) sur la période.

The Economist abaisse ses prévisions de croissance pour 2018 de 5,8% à 5%. Cela s'explique par la grève dans le secteur de la construction qui a paralysé l'activité et par les baisses de la production et de la consommation en raison de l'augmentation des tarifs du carburant. Malgré cette révision, le Panama resterait l'une des économies avec la plus forte croissance dans la région. Par ailleurs, la prévision pour 2019 a été revue à la hausse de 5,4% à 5,9%, reflétant un rebond conduit par l'augmentation des investissements, de la consommation et des exportations. De plus, *The Economist* prévoit qu'entre 2018 et 2019, la croissance moyenne sera de 5,5%, portée par les projets d'infrastructures, avant un ralentissement à 4% en 2020 dû à l'affaiblissement de l'économie étatsunienne. Sur la période 2018-2022, le secteur des services devrait soutenir la croissance, notamment des domaines des transports, du commerce et de la finance. L'introduction des grands projets de mine aidera à diversifier l'économie. Enfin, la politique budgétaire devrait maintenir une trajectoire stable, mais les dépenses sociales présenteront un défi pour la réduction du déficit. *The Economist* prévoit tout de même une réduction de la dette à 37,9% du PIB en 2022.

Au 1^{er} trimestre 2018, le déficit courant a augmenté de 27% (g.a.) pour atteindre 547,4 MUSD. Ce résultat s'explique en partie par le déficit de la balance des biens (-2,5 Mds USD ; +22,4% g.a.), alors que les balances des revenus et transferts courants ont respectivement enregistré une baisse de 0,9% (-1,2 Md USD) et de 9,4% (-15,4 MUSD). En revanche, la balance des services a affiché un excédent de 3,1 Mds USD au 1^{er} trimestre (+11,7% g.a.). Par ailleurs, le solde du compte de capital est de 1,1 Md USD, soit une augmentation de 46% principalement due aux investissements de portefeuille. Enfin, les IDE entrants ont diminué sur la période de 17%, à 1,1 Md USD.

Le métro de Panama recule la date de dépôt des propositions pour l'extension de la ligne 2, jusqu'à l'aéroport de Tocumen. Les 11 entreprises ayant montré un intérêt pour le projet doivent présenter leurs offres le 30 août, au lieu du 25 juillet. La durée des travaux passe de 24 à 28 mois.

L'usine de gaz naturel liquide Energias del Pacifico (EDP) commencera à opérer en 2021. Il s'agit du premier projet de gaz liquide au Salvador. EDP a déjà obtenu l'étude de faisabilité et les autorisations nécessaires afin que la

*Taux de change au 27 juin 2018 : 1 USD = 20,06 MXN

construction démarre au troisième trimestre 2018. Avec ce projet, EDP, dont le fournisseur est l'entreprise finlandaise Wärtsilä, sera en capacité de générer 378 MW. En plus de l'installation terrestre située dans la zone d'Acajutla, EDP installera une embarcation fixe sur la côte pacifique afin de stocker le gaz ainsi qu'une ligne de 230 KV pour transporter l'énergie produite. Il s'agit de la première ligne de haut voltage du pays (toutes les autres sont de 115 kV), cette capacité permettra de limiter les pertes causées par le transport. Une station sera construite par EDP afin de connecter les deux lignes.

Le Salvador est techniquement prêt à recevoir un ferry reliant le pays au Costa Rica. Les Ministères de l'Economie de chacun des pays se sont réunis avec le Secrétariat d'Intégration Economique Centraméricaine (SIECA) afin de négocier les modalités de mise en œuvre du transport maritime de marchandises. Ce projet, dont les opérations pourraient être lancées en début août prochain, permettrait de réduire le temps de passage des camions entre les deux pays d'entre 3 à 5 jours à 20h. Les tarifs iront de 300 à 800 USD, selon le volume à transporter.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Bahamas

2016 – PIB : 9,05 Mds USD | Pop : 0,4 M hbts

Le Sénat a approuvé l'augmentation de la TVA de 7,5% à 12%, effective dès le 1^{er} juillet.

La Banque Centrale des Bahamas a annoncé son intention d'introduire une monnaie numérique pilote pour le pays. Selon le Ministre des Finances, la production d'un système de paiement moderne et entièrement numérique est la voie à suivre pour cette ère de gouvernance. Une monnaie numérique des Bahamas est particulièrement importante pour les nombreuses îles familiales car le nombre de banques commerciales s'est considérablement réduit, les laissant sans services bancaires. De plus, la numérisation du gouvernement et des services financiers complèteraient l'initiative « Facilité à faire des affaires », dont la première étape serait l'adoption d'une nouvelle interface en ligne pour les nouvelles entreprises s'enregistrant aux Bahamas.

Barbade

2016 – PIB : 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Le portefeuille de prêt de la BID est de 191 MUSD et 135,7 MUSD demeurent non décaissés, bien que bon nombre de ces prêts aient été mis en place pendant trois à cinq ans. Le taux de décaissement de la Barbade avec la BID est parmi les plus bas, à 13% contre 32% pour la Jamaïque. La Première Ministre rappelle qu'entre 2016 et 2017, cinq prêts ont été annulés avec la Banque, alors que le pays a besoin de financement concessionnel. Par ailleurs, la BID a un mécanisme de facilité de crédit en cas d'ouragan ou de catastrophe naturelle. La Banque décaisserait 2% du PIB en crédit pour permettre au pays de répondre rapidement à ses besoins. Le pays aurait donc accès à près de 200 MUSD, dans les jours suivants une catastrophe naturelle.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le 21 juin, le FMI a publié un communiqué suite à la mission réalisée dans le pays du 3 au 15 juin. Les perspectives de croissance sont jugées favorables, les prévisions pour l'exercice fiscal 2017-2018 étant de 2%. Les actions menées par le gouvernement ont été globalement en ligne avec les objectifs fixés par le programme SMP (*Staff Monitored Program* signé entre l'État haïtien et le FMI en février dernier) pour le premier trimestre 2018. Le FMI pointe la nécessité de poursuivre les efforts pour dégager davantage de marge de manœuvre budgétaire afin de soutenir les dépenses sociales et l'investissement public, ainsi que la poursuite des efforts de réforme, en particulier concernant le secteur électrique et la fiscalité.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

Selon la CEPAL, la République Dominicaine est le pays d'Amérique Latine qui a connu la plus forte hausse du trafic de conteneurs en 2017. Le flux de conteneurs passant par les ports dominicains a augmenté de 24%, soit environ 10 points de plus que la Colombie (13,3%), pays qui lui succède au classement. Cette forte hausse s'explique par l'augmentation du trafic dans le port de Caucedo (34,5%), port qui reçoit 67% des conteneurs transitant par la RD.

*Taux de change au 27 juin 2018 : 1 USD = 20,06 MXN

Le flux touristique a augmenté de 5,9% entre janvier et mai 2018. Ce sont 2 853 998 touristes qui ont visité la RD durant cette période, soit une hausse de 157 984 voyageurs par rapport à 2017. Cette bonne dynamique est favorisée par l'afflux de touristes canadiens, américains et mexicains (+ 6,11%), alors que le nombre de visiteurs venus d'Europe a enregistré une légère baisse (-1,39%).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.